

Annexe 2

Opération 19.1 Soutien à la préparation de stratégies locales de développement aide préparatoire

Sous-mesure:

- 19.1 - Soutien préparatoire

1.1.1.1.1.1. Description du type d'opération

Renforcement de la capacité d'ingénierie locale, l'information et la mise en réseau du partenariat local afin de préparer, de définir et de mettre en œuvre la stratégie de développement local ; l'aide préparatoire doit ainsi aider le territoire à identifier la stratégie du GAL. Le soutien concerne les opérations :

- Animation du partenariat local pour participation active à l'élaboration de la stratégie du GAL
- Elaboration de la stratégie du GAL et préfiguration de l'animation

Un accompagnement collectif pourra être mis en place dans le cadre du Réseau Rural Aquitain.

La sous-mesure 19.1 répond au besoin 22 (de la section 4 de ce PDR) pour préparer les stratégies locales de développement.

La sous-mesure 19.1 contribue au domaine prioritaire DP6B en faveur du développement local dans les zones rurales.

1.1.1.1.1.2. Type de soutien

Type de soutien: Subventions

Subvention

1.1.1.1.1.3. Liens vers d'autres actes législatifs

Articles 32 à 35 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 (principe de Développement Local mené par les Acteurs Locaux (DLAL) qui se base sur l'approche LEADER).

Articles 42 à 44 du Règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 (modalités de mise en œuvre de l'approche LEADER : Groupe d'Action Locale (GAL), aide préparatoire, activités de coopération, frais de fonctionnement et d'animation).

Articles 65 à 71 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 (éligibilité des

Commenté [JM1]: précision

Commenté [JM2]: Pour permettre au territoire Leader d'établir les plans d'actions et les interventions attendues pour animer la stratégie

Commenté [JM3]: Cet accompagnement n'est plus possible

Commenté [JS4]: Ouverture pour une future SDL multifonds

dépenses et pérennité).

Règlement (UE) n°2020/2220 du 23 décembre 2020, dont son article 4 (Développement local mené par les acteurs locaux : soutenir les coûts du renforcement des capacités et les actions préparatoires d'appui à l'élaboration et à la mise en oeuvre future des stratégies de développement local mené par les acteurs locaux, en vertu du nouveau cadre juridique.)

Réglementation des aides d'Etat (régimes d'aide d'Etat notifiés, exemptés ou de minimis). Règles générales dans le Règlement (UE) n° 1305/2013 ; Règles d'éligibilité de la dépense aux articles 65 à 71 du règlement (UE) n° 1303/2013

Commenté [JS5]: Précision possibilité ouverte par le règlement de transition sur les démarches préparatoires des futures SDL

1.1.1.1.4. Bénéficiaires

~~Associations, EPCI, syndicat mixte, GAL ou tout candidat GAL, structures existantes porteuses d'une démarche de type Pays ou assurant un portage transitoire.~~

Commenté [JM6]: Type de structure éligible en termes de statut juridique

1.1.1.1.5. Coûts admissibles

- Frais de fonctionnement ~~salariaux~~ des structures candidates directement liés à la préparation de la SDL.
- Prestations externes
- ~~le cas échéant~~
- Coûts indirects ~~de~~ selon un taux forfaitaire de 15% des frais de personnel directs éligibles conformément à l'article 68-1 b du règlement 1303/2013 ;
- Frais pour porter des actions d'information et de formation en direction des acteurs locaux dans la perspective de la candidature (par exemple, échanges de pratiques, visites) ;

Commenté [JM7]: Non nécessaire

1.1.1.1.6. Conditions d'admissibilité

- Répondre à l'appel à manifestation d'intérêt à candidatures régional pour porter une stratégie de développement territoriale sur le du territoire la démarche Leader sur le territoire
- Territoire GAL ou futur GAL situé en zone rurale présentant une masse critique en termes de ressources humaines, financières et économiques suffisantes pour porter une stratégie de développement viable, c'est à dire ayant une population comprise entre 20 000 habitants et 170 000 habitants et regroupant au moins 2 EPCI
- Déposer un dossier de candidature complet de la SDL auprès de l'AG à la date requise.

Commenté [JS8]: adaptation pour une future SDL portée par une approche multifonds

Commenté [JM9]: Ces éléments ne sont plus nécessaires

Commenté [JM10]: précisions

Les dépenses sont éligibles à compter du 1er janvier 2014 (art. 65.2 du règlement (UE) n° 1303/2013) et jusqu'à la date de dépôt des candidatures de fin de programmation 2014-2020.-

Commenté [JM11]: adaptation pour la transition

1.1.1.1.7. Principes applicables à l'établissement des critères de sélection

Le soutien préparatoire sera attribué sur la base d'un dossier présentant ~~dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt :~~

- ~~Le territoire : périmètre et principales caractéristiques, (dont la population concernée et le niveau de fragilité économique et social du territoire concerné)~~
- ~~Le diagnostic du territoire et les besoins~~
- ~~La gouvernance~~
- ~~Le partenariat public-privé~~

~~le territoire : périmètre et principales caractéristiques, (dont la population concernée et le niveau de fragilité économique et social du territoire concerné)~~

~~la reconnaissance actée ou à venir d'un territoire organisé en référence à d'autres procédures contractuelles ou d'aménagement spatial,~~

- ~~Les enjeux via la (ou les) thématique(s) envisagée(s),~~
- ~~Les dépenses prévisionnelles pour préparer la stratégie SLD **LEADER** et réponse à la SLD (via des appels à projet) mise en œuvre de la stratégie via un plan d'actions et des interventions~~

Commenté [JM12]: non nécessaire

Commenté [JS13]: adaptation pour une SDL 21-27 portée par une approche multifonds

1.1.1.1.8. Montants et taux d'aide (applicables)

~~Taux d'aide publique : 100% en fonction du régime d'aide d'État, et le cas échéant, de la réglementation nationale applicable.~~

~~Les maitres d'ouvrage public devront a minima respecter un taux d'autofinancement du projet sur la base de la réglementation en vigueur (Décret n° 2012-716 - Article L. 1111-10 du CGCT), et de ses futures évolutions. Le taux d'aide publique est de 80%~~

~~Lorsque le GAL porte lui-même des projets économiques ou lorsque le GAL porte des projets entrant dans le champ de la concurrence et dont le financement est soumis aux règles aide d'État, sera utilisé :~~

~~— un régime d'aides exempté de notification au titre du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014, ou au titre du règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 ;~~

~~— ou un régime notifié en vertu de l'article 108, paragraphe 3 du TFUE ;~~

~~— ou le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis.~~

~~Dans ce cas, l'aide maximale selon ces règles est d'application, dans la limite du taux d'aide mentionné ci-dessus.~~

Commenté [JM14]: Formule approuvée lors des précédentes modifications de cette section pour les TO 19.2